

Le Royaume-Uni face au risque d'éclatement

Boris Johnson a commencé une tournée en Irlande et en Ecosse, qui pourrait réclamer son indépendance pour rester dans l'UE

LONDRES - correspondance

Il est arrivé sous les huées et est reparti par la porte de derrière. La visite de Boris Johnson à Bute House, la résidence de la première ministre d'Ecosse, s'est déroulée dans un climat tendu, lundi 29 juillet. Nicola Sturgeon a reçu le nouveau premier ministre britannique sans un sourire, pour une poignée de main glaciale, tandis que les quelques manifestants plantés à proximité criaient leur désapprobation.

M. Johnson a commencé une tournée des trois autres nations qui constituent le Royaume-Uni, outre l'Angleterre : Ecosse, Pays de Galles et Irlande du Nord. Pour ce politicien particulièrement anglais, issu de la bulle médiatique de Westminster, qui a été maire de Londres et est aujourd'hui député d'une circonscription londonienne, le déficit de crédibilité est énorme.

Les forces centrifuges provoquées par le Brexit sont pourtant très fortes. En Ecosse, qui a voté à 62 % pour rester dans l'Union européenne (UE) en 2016, M^{me} Sturgeon demande depuis des années un deuxième référendum sur l'indépendance, après celui de 2014. En Irlande du Nord, qui a voté à 56 % pour rester dans l'UE, les appels à une unification de l'île se multiplient. Seul le Pays de Galles, qui a soutenu le Brexit à 52 %, est à peu près épargné par ces poussées indépendantistes.

« Canot de sauvetage »

En cas de sortie de l'UE sans accord, qu'envisage sérieusement le premier ministre britannique, ces tensions devraient s'accroître. « M. Johnson risque de découvrir qu'après être sorti d'une union [l'UE], il va passer beaucoup de son temps à essayer d'en sauver une autre [le Royaume-Uni] », note un rapport du cercle de réflexion Institute for Government, publié lundi.

M^{me} Sturgeon, qui dirige le Parti national écossais (SNP, indépendantiste), accuse le premier ministre de ne pas sérieusement chercher à trouver un accord avec Bruxelles : « *Quoi qu'il en dise publiquement, en réalité, il se dirige vers un "no deal". C'est la logique de la position dure qu'il a choisie. Je pense que c'est très dangereux pour l'Ecosse, et pour l'ensemble du Royaume-Uni.* » Peter Wishart, un député SNP, le dit plus frontalement : « *Heureusement que nous avons le canot de sauvetage de l'indépendance de l'Ecosse pour rester dans l'UE.* »

Si le rugueux traitement de M. Johnson par M^{me} Sturgeon était attendu, celui offert par Ruth Davidson est plus surprenant. La dirigeante du Parti conservateur écossais, qui est donc du même bord politique que le nouveau locataire de Downing Street, ne cache pas son antagonisme. « *Je crois que le gouvernement ne devrait pas mener une politique du "no deal",* » écrivait-elle dans l'édition dominicale du *Daily Mail*. Et s'il le faut, je m'y opposerai. »

M^{me} Davidson est également furieuse que son allié, David Mundell, qui était ministre de l'Ecosse sous Theresa May, ait été écarté sans ménagement par M. John-

EN IRLANDE DU NORD, QUI A VOTÉ À 56 % POUR RESTER DANS L'UE, LES APPELS À UNE UNIFICATION DE L'ÎLE SE MULTIPLIENT

son. Il a été remplacé par Alistair Jack, un député élu pour la première fois en 2017 et peu connu du grand public.

En Irlande du Nord, la situation est encore plus tendue, mêlée à un conflit meurtrier qui a fait 3500 morts entre 1969 et 1998. Les républicains, qui représentent presque la moitié de la population, souhaitent historiquement l'unification avec la République d'Irlande. L'accord du Vendredi saint de 1998, qui a permis la fin de la lutte armée, prévoit l'organisation d'un référendum sur le sujet s'il apparaît « *probable* » qu'une majorité soit en faveur de l'unification de l'île.

Jusqu'au Brexit, cette option est essentiellement théorique, les forces des républicains et des unionistes (qui veulent rester dans le Royaume-Uni) s'annulant. Un Brexit sans accord risquerait de briser cet équilibre, avertit Leo Varadkar, le premier ministre irlandais. « *En cas de "no deal", de plus en plus de gens en Irlande du Nord vont questionner l'Union [avec la Grande-Bretagne], des gens qu'on pouvait décrire jusqu'à présent comme des républicains modérés, qui étaient à peu près à l'aise avec le statu quo.* (...) Ironiquement, un Brexit dur risque de mettre à mal l'Union. »

M. Johnson aura d'autant plus de mal à gérer les tensions communautaires en Irlande du Nord que sa majorité à la Chambre des communes dépend du soutien des dix députés du Parti démocratique unioniste (DUP), le principal parti protestant. Il peut difficilement adopter l'attitude en principe neutre des précédents premiers ministres britanniques.

Les difficultés politiques sont aggravées par la suspension du gouvernement d'Irlande du Nord depuis deux ans et demi, à la suite d'une dispute entre le Sinn Féin (républicain) et le DUP (unioniste). Pour l'instant, Londres n'a pas voulu reprendre le contrôle direct de la province, pour ne pas jeter d'huile sur le feu. « *Mais en cas de "no deal", il faudra passer une loi pour réintroduire la "règle directe",* » estime Jo Owen, de l'Institute for Government. *Les fonctionnaires qui gèrent actuellement les affaires courantes n'ont pas le pouvoir de prendre les décisions nécessaires après une sortie sans accord, par exemple s'il faut augmenter les dépenses pour soutenir les entreprises.* »

La « règle directe » n'a pas été utilisée depuis 2007, date d'un accord entre le Sinn Féin et le DUP qui avaient enfin accepté de se partager le pouvoir. Son retour enverrait encore davantage les tensions dans une Irlande du Nord profondément divisée. M. Johnson, qui doit s'y rendre dans le courant de la semaine, fait face à une situation explosive. ■

ÉRIC ALBERT

La Russie censure un journal norvégien de la région de Barents

« The Barents Observer », dans le collimateur russe pour ses articles sur la militarisation de l'Arctique, avait publié le récit d'un Sami homosexuel

KIRKENES (NORVÈGE) - envoyé spécial

Basé à Kirkenes, dans le Grand Nord norvégien, le long de la frontière russe, le journal *The Barents Observer* publie en ligne depuis 2002 des articles en anglais et en russe sur la région de Barents, au cœur des développements dans l'Arctique. Mais, depuis février, le journal est censuré en Russie, après avoir publié en russe, sur son site, un article paru quelques semaines plus tôt dans le mensuel sami de Suède *Samefolket* et dans le journal en ligne suédois *ArjeplogNytt*.

L'article narre l'histoire de Dan Eriksson qui, en tant que Sami, l'un des derniers peuples autochtones du Grand Nord, et homosexuel, évoque son appartenance à une double minorité et les souffrances qui en ont découlé. Dan Eriksson raconte ses deux tentatives de suicide. Un récit trop détaillé, en violation de la loi russe, selon les censeurs, qui ont agi à la demande de Rospotrebnadzor, l'agence russe de protection des consommateurs.

Mais Dan Eriksson dit aussi comment il a surmonté ses difficultés et comment il se consacre désormais au soutien des jeunes dans le besoin : « *Les Russes prétextent, pour censurer cet article, que c'est une incitation au suicide, mais je trouve ça diffamant, c'est tout le contraire. J'aimerais aller en Russie leur expliquer, mais je n'ose pas.* »

Roskomnadzor, l'agence russe de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias, avait d'abord demandé au *Barents Observer* de retirer l'article. Devant le refus de son rédacteur en chef, le site a été bloqué. Jeudi 25 juillet, un tribunal de Moscou a

rejeté la demande du journal de lever la censure dont il s'estime victime. Dans leur démarche contre le censeur russe, les Norvégiens sont soutenus par l'organisation russe antidiscrimination ADC Memorial, qui les assiste sur place à Moscou.

Interdiction de territoire

Thomas Nilsen, rédacteur en chef du journal, n'en est pas à ses premiers déboires avec les autorités russes. Il y a deux ans, alors qu'il se rendait en Russie en reportage (la frontière russe est à 15 kilomètres de Kirkenes), les gardes-frontières du FSB, le service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, lui avaient refusé l'entrée sans lui donner d'explication.

Le lendemain, au consulat russe de Kirkenes, on lui avait stipulé que la Norvège était bien stupide d'appliquer les sanctions contre la Russie. Thomas Nilsen raconte : « *Le fait que j'étais sur la liste russe des personnes indésirables, qui répond à la liste des Russes interdits de voyage à l'Ouest, m'a été confirmé le lendemain. Mais je n'ai jamais rien commis d'illégal. Je leur ai dit que, s'ils voulaient m'expulser, ils devaient me dire pourquoi.* »

Soutenu par l'association d'avocats et de journalistes russes Team 29, M. Nilsen a fini par savoir que

Dan Eriksson évoque dans l'article son appartenance à une double minorité et les souffrances qui en ont découlé

le FSB à Moscou portait la responsabilité de son interdiction d'entrer en Russie. Et a décidé de porter plainte contre l'agence russe de renseignement. Illusoire ? Thomas Nilsen a des contacts de longue date avec la Russie. Lorsqu'il travaillait pour l'organisation environnementale norvégienne Bellona, le « Greenpeace norvégien », il a été chargé, en 1994, d'ouvrir le bureau russe de Mourmansk de l'ONG. Bellona a suivi de près, depuis la fin de l'URSS, la grave situation environnementale de la péninsule de Kola et la pollution radioactive issue des sous-marins nucléaires basés dans la région.

Devenu journaliste au *Barents Observer*, Thomas Nilsen a continué à couvrir ces sujets, ainsi que la militarisation de l'Arctique côté russe, et a souvent rencontré des collègues russes à Mourmansk, les encourageant à faire respecter leurs droits. « *Du coup, je ne pouvais pas faire autrement que de porter cette affaire devant la justice russe, pour faire respecter mes propres droits, sinon mes paroles auraient été vides de sens* », dit-il.

Remilitarisation de la région

Officiellement zone de basse tension, l'Arctique russe est le terrain, ces dernières années, d'une remilitarisation, Moscou considérant les autres pays arctiques – États-Unis, Canada, Norvège et Danemark (Groenland), tous membres de l'OTAN – comme une menace potentielle.

Les relations entre Norvégiens de la région de Kirkenes et Russes de l'autre côté de la frontière sont fréquentes et amicales, comme l'illustre l'absence de visa pour les frontaliers, mais certains articles du journal dérangent. « *Même pour les Russes, l'Arctique est une région de dialogue entre*

LE CONTEXTE

SAMI

Souvent considérés comme la dernière communauté autochtone d'Europe, les Sami peuplent la Laponie. Ils sont environ 100 000 – 50 000 en Norvège, 35 000 en Suède, 6 000 en Finlande et 2 000 en Russie – à vivre sur ce territoire boréal transnational. Une zone d'environ 400 000 km² où les conditions climatiques sont souvent extrêmes.

les nations mais, apparemment, ce dialogue devrait être contrôlé par le FSB, et le FSB n'aime pas trop certains de nos articles et le fait qu'ils soient traduits en russe », remarque Thomas Nilsen. Par le passé, des officiels russes ont tenté d'œuvrer auprès de leurs partenaires norvégiens afin de faire taire *The Barents Observer*, sans y parvenir.

L'article sur Dan Eriksson n'est-il que le prétexte qu'attendait le FSB pour censurer le site ? Le signe d'une emprise grandissante de l'Église orthodoxe sur la politique russe, alors que l'institution veille à tout ce qui a trait aux questions morales, dans un pays où l'homosexualité est loin d'être tolérée ?

Sans surprise, Thomas Nilsen a perdu son procès contre le FSB concernant son interdiction d'entrée en Russie. La Cour européenne de justice a accepté de traiter cette affaire, mais cela peut prendre plusieurs années. L'autre procès, contre la censure du *Barents Observer*, n'en est qu'à ses débuts. ■

OLIVIER TRUC

En Belgique, les émissaires du roi réunissent les partis ennemis pour sortir de la crise

Depuis les élections législatives du 26 mai, le royaume n'a pas de gouvernement fédéral

BRUXELLES - correspondance

Cinq rapports intermédiaires et un optimisme plus que mesuré quant à leurs chances d'aboutir : les « informateurs » désignés par le roi Philippe pour tenter d'ébaucher les contours d'un gouvernement fédéral ne sont pas au bout de leur peine. Lundi 29 juillet, le chef de l'Etat belge a prolongé leur mission jusqu'en septembre. Le libéral francophone Didier Reynders et le socialiste flamand Johan Vande Lanotte ont commencé celle-ci le 30 mai, trois jours après les élections fédérales et régionales.

Avant une visite au Palais de Laeken, les deux responsables avaient, pour la première fois, réuni sept partis dimanche soir : socialistes et libéraux des deux communautés, nationalistes, chrétiens-démocrates et écologistes flamands se sont quittés au bout de deux heures, sans prendre d'autre décision que de poursuivre leurs discussions. La longueur inédite de la tâche « exploratoire » confiée à MM. Reynders et Vande Lanotte est à la mesure des difficultés nées des scrutins du 26 mai, marqués par la progression de l'extrême droite en Flandre, de l'extrême gauche en Wallonie et le

recul généralisé des grandes formations traditionnelles. Le tout ayant entraîné une fragmentation de la représentation qui obligera à trouver cinq partis au moins pour former une coalition.

Les nationalistes conservateurs flamands (N-VA, Alliance néoflamande), qui ont pour la première fois participé à une expérience gouvernementale entre 2014 et 2019, ont perdu huit sièges (25 députés), mais restent la première formation de leur région et du royaume. Le parti dirigé par Bart De Wever entend bien, dès lors, revenir au pouvoir et tenter d'imposer son programme de réformes institutionnelles, avec le transfert de nouvelles compétences vers les régions – la N-VA dirigera aussi la Flandre – et l'ébauche d'un système dit « confédéral », réduisant l'Etat central à la portion congrue.

Mais pour réaliser ce programme, il faudrait former un gouvernement disposant d'une majorité des deux tiers à la Chambre des députés et, de toute manière, les partis francophones refusent de s'engager dans une nouvelle réforme des institutions. L'un d'eux, Ecolo, a même rejeté, dimanche 28 juillet, l'invitation des deux « informateurs » qui tentaient de réunir toutes les forma-

tions susceptibles de participer à une majorité. Les Verts francophones refusent de s'asseoir à la même table qu'un parti nationaliste qui a causé des dégâts sociaux et a tenu un discours inacceptable sur la migration, a indiqué Jean-Marc Nollet, président d'Ecolo.

Réussite de Bruxelles

Le Parti socialiste de l'ancien premier ministre Elio Di Rupo est, lui, tiraillé. Il a accepté l'invitation de MM. Reynders et Vande Lanotte et a donc rencontré la N-VA alors qu'il avait plusieurs fois indiqué son refus de toute alliance avec les nationalistes flamands. Sa base renâcle, ses dirigeants sont divisés et certaines de ses fédérations affichent leur mauvaise humeur. Tous devront, en outre, se résoudre à voir le PS – autre battu des élections, mais encore leader du côté francophone – gouverner avec le Mouvement réformateur libéral à la Région wallonne : une alliance entre socialistes et écologistes aurait été minoritaire, et l'extrême gauche ne l'aurait pas soutenue. Dans cet imbroglio, seule la troisième région, Bruxelles, est parvenue à constituer un gouvernement, avec un axe socialiste-écologiste qui agace les libéraux, exclus de cette alliance...

Avançant avec prudence pour éviter au pays la reproduction de l'épisode de 2010-2011 (541 jours sans gouvernement de plein exercice), les « informateurs » du roi ne sont parvenus qu'à ébaucher une note qui pourra servir, en septembre peut-être, de « point de départ pour de futures discussions de préformation ». Une formulation qui en dit long sur le climat de défiance qui règne.

Les principaux dirigeants ont, en fait, été contraints par le résultat des élections à se réparer et à envisager de collaborer. Sous peine de laisser le royaume s'enfoncer dans une crise sans fin et d'encourager une nouvelle progression des partis extrémistes. Certaines échéances permettront peut-être de hâter le processus : l'obligation, dans quelques semaines, de désigner la personnalité qui deviendra le membre belge de la Commission européenne ; celle de présenter, en octobre, un plan budgétaire à la Commission alors que le déficit des finances publiques s'aggrave ; ou la nécessité de remplacer le premier ministre sortant, Charles Michel, pour lui permettre de succéder, en décembre, à Donald Tusk en tant que président du Conseil européen. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS